

Changement climatique et médecine: un horizon commun

Nous vivons un moment historique. Alors que le monde se replie sur de petites identités nationales et se rassure en montant des barricades, l'urgence climatique, à la gravité toujours mieux établie, oblige les humains à agir ensemble. En sont-ils capables? Au niveau politique, comme le montre la Cop21, la coopération mondiale progresse. Mais il faut se demander: quels scénarios les responsables politiques qui se serrent la main à Paris tout en se faisant la guerre par ailleurs suivent-ils? Les idées et les projets qui les animent sont-ils vraiment à la hauteur des enjeux? Dans leurs discours cohabitent des modèles vieillots de domination, des penchants de repli conservateur et des illusions de modernité mêlées de foi dans le progrès. Parfois, devant les micros de grands médias, ils prononcent une ou deux paroles chargées de grandeur. Mais ce qui manque à l'époque, ce sont des politiques réellement fortes, des projets de futur capables d'enthousiasmer, de dépasser le sentiment de déclin et de lassitude que les populations ressentent devant les programmes actuels, sans effet sur les inégalités et sans regard sur le futur.

Davantage que d'autres pays, la Suisse est en train de s'enfermer dans un déni collectif. Le parti des Verts s'est effondré aux dernières élections, le Parlement vient d'enterrer un projet de loi du Conseil fédéral visant une économie plus écologique, cela au moment même où la Communauté européenne adopte de son côté une démarche visionnaire. A Paris, dans le cadre de la Cop21, une vingtaine de villes du monde se sont engagées à adopter des attitudes durables, alors que Genève, pris dans ses ridicules querelles politiciennes, vient de faire capoter son timide plan de mobilité et ne respecte pas la votation populaire en faveur de la mobilité douce. Dans de nombreux pays, ceux qui choisissent de se tourner vers le futur et qui se préoccupent de la qualité de vie, l'intérêt pour le savoir scientifique concernant le changement climatique prend de l'ampleur. L'Australie et le Canada viennent de débarquer des premiers ministres climatoseptiques et lancent quantité d'initiatives avec un soutien croissant des jeunes générations. Chez nous, la science du changement climatique est généralement ignorée, les partis politiques font comme si les bouleversements qu'elle annonce étaient un thème comme un autre: une affaire de petit calcul, de couleur politique, au mieux une sous-catégorie de l'économie.

Nulle part, certes, ne se fait jour un mouvement populaire dont l'ampleur correspondrait à

ce qui se joue autour du climat. Probablement parce que le changement climatique n'affecte pas assez les sens humains. Il avance à bas bruit, se traduit surtout par des rapports culpabilisants d'obscurs groupes de scientifiques, mais ne parvient toujours pas à déclencher de réponse collective et rationnelle et à prendre la place qui devrait être la sienne dans l'actualité.

Et puis, n'est-il pas déjà trop tard? Si l'urgence écologique mobilise si peu c'est, explique Bruno Latour dans *Le Monde* du 3 décembre, parce que c'est un sujet qui demande de s'intéresser aux inégalités, qui crée des conflits, bref «qui rend fou». Nous aurions dû le prendre au sérieux «dès les années 1980, et il est désormais trop tard pour éviter des conséquences graves, ajoute-t-il. Il faut donc absorber cette situation d'irréversibilité, en assumer la responsabilité sans en supporter trop durement la culpabilité... Tout ça est très dur à avaler». «Rien ne sert, ajoute Dominique Bourg, d'entendre à longueur d'année que des seuils de dégradation de l'environnement irréversibles ont été dépassés car cela peut entraîner une réaction du type: "Alors à quoi bon? Profitons de ce qui nous reste avant que tout s'effondre."» Or, le pire du pire peut encore être évité, mais déjà à des prix élevés. Quoi qu'on fasse désormais, le futur sera rude. Et très différent.

Une étonnante similarité existe entre la lutte contre le changement climatique et la démarche médicale. Mélanges de révolte, de résilience et d'utopie, tous les deux, climat et santé, tirent leur efficacité de l'approche communautaire. Le global donne son sens aux actions individuelles. En médecine, une grande partie du savoir a été obtenue grâce à d'autres humains, qui ont souvent accepté de participer à des recherches cliniques motivés par le seul altruisme. L'efficacité de la médecine personnalisée vient de données issues de la collectivité. Même constat, donc, d'un côté et de l'autre: entre nous, les humains, existe un lien. Et ce lien, en réalité, ne s'arrête pas à nous, mais s'étend à l'ensemble de l'écosystème, ainsi qu'aux générations précédentes et futures d'humains et de non-humains. Dans la démarche contre le changement climatique comme dans toute action médicale, c'est le fondement du vivre-ensemble qui se construit et s'exprime. Ici et là, dans la biosphère et en chaque personne, il y a de l'irremplaçable, du vulnérable: des éléments qui, une fois détruits, ne réapparaîtront jamais. Une identité fragilité devant la grande asymétrie des lois de la nature: il est plus facile de détruire que de construire ou de préserver.

La vie est une aventure dont l'échec est toujours possible et dont la continuation est une fragile anomalie.

S'intéresser à la santé et à l'environnement conduit forcément à imaginer un autre fonctionnement de société. Dans un très bel article, le rédacteur en chef du *Lancet*, Richard Horton, qui a beaucoup engagé sa revue dans la lutte contre le changement climatique, rappelle que, parce qu'il va gravement toucher la santé des populations, ce changement est une «urgence médicale»¹. Pour les médecins, dont l'autorité morale est reconnue par la population, impossible de ne pas s'en préoccuper. Une nouvelle tâche leur incombe: celle d'engager une thérapeutique de la passivité générale devant la disparition annoncée de ce qui compte. Il s'agit, écrit joliment Horton, de «réanimer le futur, non seulement celui de notre propre espèce, mais aussi celui de toute la biosphère».

Mais cette «réanimation» demande de reconnaître l'état de mort clinique de la modernité. Le progrès n'entraîne pas ipso facto une humanisation. Le capitalisme se montre à bout de souffle. Il détruit les écosystèmes, creuse les inégalités et a permis au 1% des plus riches de la planète d'accaparer plus de 50% des avoirs. Un peu partout, en plus, les taux de croissance se tassent. Et l'implication grandissante de machines intelligentes s'apprête à détruire quantité d'emplois, sous les yeux de politiciens ébahis.

Pour le moment, certes, nous maîtrisons encore les effets de nos actions. Mais nous sentons bien que, sur la voie actuelle, c'est notre liberté et notre destinée commune qui pourraient nous échapper. Un accomplissement de l'humanité est-il encore possible? Quels en sont les termes? Aura-t-on les moyens de l'imposer?

C'est au logiciel qui règle en profondeur la marche du monde – donc au capitalisme lui-même – ne nous méprenons pas sur l'enjeu – que la Cop21 doit s'attaquer. Action follement subversive. Une décision des grands pays de décarboner leur économie, même en s'y prenant progressivement, mais en décidant un timing contraignant, entraînerait un changement si colossal qu'il provoquerait un crash en Bourse, explique Dominique Bourg. Il suffira donc d'observer les marchés à la fin de la Cop21: s'ils ne bronchent pas, c'est que rien de contraignant n'a été décidé. Que vivre dans le *business as usual* a été préféré à l'action regardant le futur, qui se rapproche avec son spectre en forme de cauchemar.

Bertrand Kiefer

¹ Horton H. France puts health at the centre of its climate vision. *Lancet* 2015;385:2561.